

## REGARDS CROISES N°01

### Le phénomène ethnique et son rôle politique et social

#### Éditorial

A la veille de la fin du 20ème siècle, la sous-région des Grands Lacs d'Afrique persiste à offrir au monde un spectacle d'extrême violence entraînant de nombreuses victimes et une impossibilité de penser au développement.

Et pourtant, plusieurs espoirs étaient nés après le renversement de la vieille dictature de Mobutu au Zaïre en 1997.

L'euphorie de cette chute avait créé des espoirs d'une nouvelle dynamique régionale, certains parlant même d'une renaissance africaine. En effet, Laurent Désiré Kabila, actuel Président du Congo ayant été porté au pouvoir par une forte alliance africaine, il était facile de croire que les alliés de l'époque se serviraient de leur acquis pour bâtir une nouvelle Afrique, plus solidaire et porteuse d'espoir. C'était sans prendre en considération les intérêts divergents des uns et des autres, et aussi par l'incapacité du régime de Kabila de canaliser toutes ces forces qui avaient contribué à libérer le Zaïre (devenu République Démocratique du Congo en 1997).

Dès le début de cette année 1998, des tensions énormes étaient déjà perceptibles entre alliés d'hier, de façon que plusieurs observateurs n'ont pas été surpris par le déclenchement d'une deuxième rébellion au Congo. Cependant, l'allure qu'ont pris les hostilités en internationalisant rapidement la guerre a de quoi inquiéter les Congolais en particulier et les Africains en général.

Personne ne peut prévoir vers où l'escalade actuelle peut conduire le Congo. Au-delà de ce questionnement, c'est l'idéologie de la haine ethnico- raciale développée dès le début des combats qui fait réfléchir. Les autorités de Kinshasa ont choisi l'incitation à la haine ethnique comme idéologie de mobilisation. La région des Grands Lacs est plus que jamais piégée dans un engrenage où les peurs et les haines sont habilement manipulées par des factions extrémistes qui ont fait de l'ethnisme leur fond de commerce. Le recours systématique à la violence de masse est perçue comme naturelle (colère du peuple) ou à tout le moins comme légitime (résistance au féodalisme).

Une idéologie raciale qui veut non seulement cultiver l'antagonisme ethnique mais aussi entretenir un biologisme primaire est une menace qui conduit le continent noir à la catastrophe.

Pole Institute a choisi de consacrer le numéro 01 de son périodique **Regards Croisés** à l'analyse de ce phénomène ethnique qui joue maintenant selon l'expression de Jean Pierre Chrétien „ un rôle social et politique structurant“. Chrétien se demande si une telle „structuration' est neutre ou pathologique. „Ne rend-elle pas tragiquement malheureux de très nombreux habitants de cette région du monde, invités à jouer la carte de la haine? Quand le parti nazi a structuré de la sorte les „vrais Allemands“ contre les juifs ou quand Monsieur Le Pen s'efforce de „structurer“ les Français de souche contre les étrangers, faut-il se contenter du constat? Or de la même manière, au Burundi, au Rwanda, au Congo et ailleurs, quand l'antagonisme hutu-tutsi est légitimé, on est pas en présence d'une banale confrontation d'ethnies, on est confronté à un ethnisme militant qui est en fait un racisme africain bien moderne“.

Les défis lancés par cet ethnisme militant sont nombreux. Les chances de s'en sortir ne pointent pas à l'horizon.

Les articles contenus dans ce présent numéro s'efforcent d'analyser ces défis pour mieux les affronter. Nous encourageons nos lecteurs à réagir en apportant leurs propres regards face à ce sujet difficile. Nous vous remercions d'avance pour vos commentaires.

*La Rédaction*

## **Afrique Centrale :**

### **La guerre en République Démocratique du Congo : implosion et chaos ou douleurs d'enfantement d'un ordre nouveau.**

L'euphorie fut brève .L'alliance formée contre Mobutu en octobre 1996 peu après l'insurrection des Banyamulenge (Tutsi Congolais) a bénéficié du soutien actif de tous les pays voisins et réussi à renverser le dictateur au pouvoir depuis plus de 30 ans en moins de huit mois de conquête militaire rapide. Cette victoire a suscité beaucoup d'espoirs de bien des côtés: la possibilité d'une ère nouvelle dans un Congo rebaptisé.

Sorti du tiroir de l'histoire du Congo des années 60, Laurent Désiré Kabila fut successivement le porte- parole de la rébellion des Banyamulenge puis le président d'une force hétéroclite décidée à en découdre avec un maréchal malade et en fin de règne avant de s'auto-proclamer Président de RDC à la chute de Kinshasa en mai 97. La légitimité de Kabila et des forces de l'alliance (AFDL) qui l'ont porté au pouvoir reposait sur le fait qu'ils étaient parvenus à mettre fin à plus de trente ans de dictature .

Aujourd'hui, les alliés d'hier sont devenus des ennemis et beaucoup se demandent ce qui s'est passé entre les tombeurs de Mobutu. Il aura fallu 16 mois pour que ces forces de l'alliance se dissolvent et s'opposent entre elles. Des espoirs déçus.

Il est vrai que beaucoup de gens avaient vu dans le départ de Mobutu une réelle possibilité de changement. Leurs espoirs reposaient moins sur la personnalité de Kabila que sur une dynamique régionale qui avait su composer ensemble pour aider les forces rebelles à prendre le pouvoir contre un dictateur qui avait notamment été soutenu jusqu'à la fin par la France. On semblait assister à un renouvellement sur base de forces africaines, même si c'était sous le regard bienveillant des États-Unis avides de nouveaux marchés Certains observateurs ont lu dans cette dynamique, après des décennies de conflits, de guerres civiles et d'intrigues meurtrières avec Mobutu dans le rôle central, une nouvelle renaissance africaine qui allait consolider les capacités régionales vers une politique plus concertée et une coopération économique plus solide. Le phénomène de globalisation devient de plus en plus une réalité incontournable en Afrique. Les perspectives de voir les États africains capables de forger un vrai partenariat Nord-Sud et de négocier leurs intérêts d'égal à égal marquaient un tournant intéressant dans l'histoire du continent noir. Un tournant manqué.

Le maréchal Mobutu a eu le temps, durant trois décennies de créer un système qui allait lui survivre. Aujourd'hui, en effet, le mobutisme est toujours vivant que ce soit dans l'appareil d'État, dans les habitudes commerciales ou dans la tête des gens. La guerre éclair de Kabila et de ses alliés fut d'abord subie avant d'être soutenue. Une

bonne partie des forces armées venaient du Kivu à l'est du pays, certains venaient aussi du Rwanda et de l'Ouganda voisins. Dans un deuxième temps se sont joints des soldats du Katanga qui avaient longtemps vécu et combattu en Angola. Les alliés qui tablaient sur une victoire militaire rapide n'ont pas pris le temps d'élaborer un programme politique comme base d'un vrai renouveau.

De son côté, Kabila qui est originaire de l'est swahiliphone voulait accroître sa popularité chez les populations de l'Ouest. Pour ce faire il ne semble pas avoir vu d'autre moyen que de reconduire une bonne partie des mobutistes aux postes de responsabilités qu'ils occupaient ou d'en nommer d'autres comme ses conseillers personnels. Kabila communique avec le peuple d'une façon très similaire à celle de son prédécesseur : la forme et la mise en scène tiennent lieu de contenu et de programme. Les questions essentielles pour cet immense pays de la décentralisation et de la construction d'un système fédéral, qui avaient été beaucoup discutées au début de la rébellion, ont été complètement évincées. Les nouveaux dirigeants qui voulaient remplacer le mobutisme par quelque chose de nouveau se sont servis de ce système pour asseoir leur pouvoir.

### **Mais quels sont donc les intérêts des uns et des autres dans ce jeu?**

A la lumière de la guerre actuelle au Congo, plusieurs questions se posent. D'abord la personnalité même du Président Kabila. Le portrait de Kabila esquissé par le Che dans son journal durant son maquis dans les montagnes de Fizi Baraka en 1965, nous montre un homme qui prétend diriger une guérilla à partir d'un hôtel de Dar-es-salaam et qui a une peur bleue de mettre un pied sur le terrain. Kabila a ensuite survécu pendant de longues années comme chef d'un maquis et antimobutiste convaincu à l'aide de commerces plus ou moins douteux. Il est difficile de savoir à quel point les gens qui l'ont repêché des débris de l'histoire le connaissaient. Ceux qui l'ont aidé à prendre le leadership du Congo ont en tout cas sous-estimé sa soif du pouvoir et sa ruse, c'est à dire sa capacité à nouer des alliances surprenantes. Se sachant chef d'une rébellion dont le fer de lance, les Tutsi congolais (Banyamulenge du Sud-Kivu et Tutsi Congolais du Nord-Kivu), jugés par les autres Congolais - en partie à cause des manœuvres divisionnistes de Mobutu - comme une "population à nationalité douteuse" et soutenu par les forces des pays voisins alliés, une fois au pouvoir à Kinshasa, Kabila a choisi de jouer la carte d'un nationalisme populiste. Kabila a su exploiter à son compte l'humiliation du peuple congolais qui voyait dans sa victoire une revanche des tutsi congolais exclus de la Conférence Nationale Souveraine, expulsés du Nord-Kivu et menacés de l'être au Sud-Kivu. La gestion de cette humiliation n'était pas évidente. La présence de soldats tutsi dans les rues de Kinshasa et ailleurs a exacerbé ce sentiment anti-tutsi et très vite s'est imposée l'équation simpliste: tutsi = rwandais = étrangers, tandis que Kabila était considéré comme l'otage de ses voisins. Kabila a joué la carte de cet anti-tutsisme ambiant qu'il a utilisé tantôt pour cacher son incompetence tantôt pour justifier son népotisme. Quand le 2 août a éclaté une rébellion dirigée contre lui, il n'a pas hésité un instant à inciter la population à la haine ethnique avec les mêmes propos et les mêmes méthodes que le gouvernement génocidaire rwandais entre avril et juillet 1994.

### **Les engagements par rapport aux pays voisins**

Les États voisins ont soutenu Kabila d'abord pour assurer la sécurité de

leurs frontières et mettre fin aux incursions de groupes rebelles armées à partir du Zaïre et parfois soutenus de diverses façons par Mobutu. Il faut se demander jusqu'où Kabila était prêt et dans quelle mesure il était capable d'honorer ses engagements par rapport aux pays voisins. C'est surtout à l'est du Congo que la sécurité des frontières s'est avérée être un problème épineux. Au bout de douze années de pouvoir, le Président ougandais Yoweri Museveni n'est toujours pas parvenu à éradiquer la rébellion dans le Nord-Ouest et le Nord-Est du pays. Confronté à une armée nationale aguerrie et bien équipée, les rebelles ougandais ont développé une grande mobilité et se servent de leurs bases arrière dans le Sud du Soudan et le Nord-Est du Congo quand ils y sont acculés. En prêtant main forte à Kabila, l'Ouganda souhaitait en premier lieu renforcer la sécurité de sa frontière avec le Congo. Or depuis la prise de pouvoir par Kabila la situation ne s'est pas améliorée. Au contraire: des agressions directes de milices hutu rwandaises sur le territoire ougandais viennent s'ajouter aux autres problèmes. Dans un pays post-génocidaire comme le Rwanda, le besoin sécuritaire est primordial. Le repli ordonné des forces génocidaires dans les camps du Kivu en juillet 94 a représenté une menace constante pour les nouveaux hommes au pouvoir, mais également pour une bonne partie des populations rwandaises, menace que le gouvernement rwandais actuel n'a cessé de dénoncer. En soutenant Kabila, le Rwanda voulait à tout prix détruire les bases arrière des interahamwe qui multipliaient les incursions à partir des camps de réfugiés installés à ses frontières avec le Kivu et éviter à terme que le Kivu devienne un sanctuaire où les ex-FAR et les milices interahamwe pourraient s'organiser pour reconquérir le Rwanda. Les camps de réfugiés ont pu être démantelés et la majorité des réfugiés rwandais - armés et non-armés - sont rentrés au pays. Le nombre, le statut et le destin de ceux d'entre eux qui ont erré à travers le Congo/Zaïre font jusqu'à ce jour objet d'enquêtes et de débats controversés. Deux choses sont cependant certaines: depuis la prise de pouvoir par Kabila les attaques sur le Nord-Ouest du Rwanda à partir du Congo se sont multipliées et ces dernières années les milices hutu ont joué un rôle essentiel dans toutes les hostilités armées de la région. Au plus tard depuis le début de 1998 l'Ouganda et le Rwanda se préoccupaient de plus en plus de l'insécurité régnant à leurs frontières avec le Congo et la tentation de s'en occuper eux-mêmes d'une façon ou d'une autre était bien perceptible.

Le sommet régional organisé par le Président Kabila pour fêter le premier anniversaire de sa prise de pouvoir le 19 mai dernier fut l'occasion de constater les dissensions et le malaise existant entre Kabila et ses alliés. L'Ouganda et le Rwanda boudèrent ce sommet. Par contre la présence du Président zimbabwéen Robert Mugabe fut très applaudie. Mugabe s'efforce par tous les moyens de sortir de l'ombre que lui fait son voisin Nelson Mandela d'Afrique du Sud. Il est important de noter que Kabila a préféré la coopération régionale avec les pays de l'Afrique australe (SADEC) à celle avec les États de l'Afrique de l'Est (COMESA). Kabila lui-même évitait les voyages dans l'est du pays et passait son temps à Kinshasa ou chez lui à Lubumbashi. Doit-on voir dans ces faits les signes avant-coureurs du déchirement qui semble aujourd'hui traverser cet immense pays qu'est le Congo?

### **Le risque d'une somalisation du Congo Démocratique.**

La victoire éclair rêvée par la rébellion anti-Kabila depuis son quartier général

de Goma n'a pas eu lieu. Alors qu'il semblait évident que le front ouest des rebelles à partir de la base de Kitona allait s'emparer de la capitale Kinshasa sans beaucoup de résistance des forces armées congolaises, l'intervention massive du Zimbabwe et surtout de l'Angola ont marqué un tournant dans la guerre du Congo. De leur côté, les autorités de Luanda s'inquiétaient de la persistance des acheminements d'armes via le Congo pour l'UNITA de Jonas Savimbi. L'alliance contre nature des rebelles avec les anciens mobutistes qui n'ont jamais caché leur sympathie pour l'UNITA et les rumeurs sur une possible alliance directe entre les rebelles et des forces de l'UNITA ont décidé Luanda à se porter au secours de Kabila. En entrant dans le champ de bataille, l'Angola a pris à revers et mis en déroute les rebelles en reprenant leurs bases arrières de Kitona et Matadi pendant que le Zimbabwe assurait la sécurité de la capitale. Kabila qui était sur le point de tomber et qui avait déjà fui la capitale a pu y revenir en triomphateur. Reste à voir quel prix celui-ci devra payer pour l'aide de ses sauveurs. Il ne semble pas du tout évident que ses alliés angolais, zimbabweens et namibiens acceptent d'engager leurs troupes pour déloger les rebelles à l'Est du Congo. Un tel engagement signifierait une confrontation directe avec l'Ouganda et le Rwanda. Le risque de voir la guerre au Congo s'internationaliser est bien réel. La consolidation des positions actuelles des uns et des autres équivaudrait à une partition de fait du Congo. Il faut donc absolument trouver une solution négociée du conflit mais les obstacles sont nombreux et semblent insurmontables.

### **Négociations entre qui et qui?**

La rapidité avec laquelle les rebelles ont failli prendre Kinshasa montre que Kabila n'a pas d'armée nationale capable de défendre la souveraineté de son territoire. Laisse à elle-même, l'armée de Kabila n'offre aucune garantie aux pays voisins soucieux de ne plus voir le territoire congolais se transformer en base arrière pour les différentes forces rebelles. L'Angola s'occupera vraisemblablement de poches de résistance de l'UNITA à l'ouest, mais que va-t-il se passer au Kivu et dans la Province Orientale, régions à cheval sur trois pays en guerre: l'Ouganda, le Rwanda et le Burundi? Beaucoup d'observateurs et analystes s'accordent sur le fait que sans stabilité au Kivu, il n'y aura pas de paix durable dans la Région des Grands Lacs. Même si d'aventure il arrivait à gagner cette guerre avec l'aide des Angolais et des Zimbabweens: quel gage de stabilité du Kivu Kabila pourrait-il donner? Ériger un "mur de Berlin" entre le Kivu et les pays voisins, comme le préconisent certains habitants du Kivu, ne va pas régler le problème. Le Kivu a des liens économiques forts avec les pays voisins. Si on veut trouver des solutions durables non-militaires il faut aborder les problèmes ensemble. La victoire de Kabila en mai 97 semblait ouvrir une telle voie. Aujourd'hui plus que jamais le Kivu est devant l'évidence que des solutions viables ne pourront être trouvées qu'en incluant tous les groupes de population, ainsi que les États voisins. Mais comment arriver à des bases de négociation égalitaires?

### **Bantus contre Hamites: un nouvel apartheid pour l'Afrique?**

L'incitation à la haine ethnique semble être le moyen de mobilisation politique le plus prisé par les régimes en difficulté dans la région. Kabila et ses ministres viennent encore une fois d'en faire la démonstration en déclenchant la chasse aux tutsi et à tous ceux qui leur ressemblent à Kinshasa afin de mobiliser la population face à

l'avancée rebelle. Leurs discours et leurs appels à la radio nationale ressemblent étrangement et mot à mot à ceux utilisés par le gouvernement génocidaire rwandais au printemps 94. En exploitant à fond l'équation: tutsi = rwandais = étrangers = agresseurs, Kabila semble avoir réussi à galvaniser la population kinoise et une partie des populations congolaises derrière lui. Les images insoutenables de lynchages et de torches vivantes ne sont que la pointe de l'iceberg. Pour les Tutsi congolais l'irréparable vient de se réaliser. Comment ces derniers pourraient-ils accepter qu'un Président capable d'inciter la population à leur extermination physique et dont les ministres les désignent comme vermine puisse diriger leur pays? La situation spécifique des tutsi congolais qui avait déjà été à la base de la première rébellion doit apparaître sur l'agenda des négociations. Il ne suffira pas de leur accorder la nationalité congolaise par un décret qui pourra être révisé à la prochaine occasion. Un groupe de tutsi congolais vient de s'organiser en un mouvement dénommé Forces Républicaines et Fédéralistes (FRF). Le FRF exige des gages sérieux pour la survie collective et individuelle des Tutsi congolais. Sans leur intégration et leur sécurité il ne peut y avoir de stabilité ni au Kivu ni dans les Grands Lacs. Kabila qui est arrivé au pouvoir avec l'aide de soldats tutsi prête à ses "agresseurs" l'intention de vouloir bâtir un empire Hima-Tutsi qui réduirait le peuple congolais en esclavage. Ceci est une accusation grave dont la portée ne devrait pas échapper à toute négociation du conflit. L'idéologie sous-jacente est dévastatrice et peut se développer en catastrophe pour le continent africain. Cette idéologie qui s'inspire d'un biologisme primaire veut diviser les Africains en races bantu d'un côté et hamito-nilotique de l'autre côté. Cette « racialisation » sociale était jusque-là le propre des Hutu et des Tutsi et confinée au Rwanda et au Burundi. Il serait très grave de voir celle balkanisation raciale gagner le reste du continent noir. Une certaine presse écrite et bon nombre de gens ont cru déceler dans le soutien de Robert Mugabe à Kabila un dénominateur commun "bantou". Une idéologie raciale que le ministre des affaires étrangères zimbabwéen Stan Mudenge n'a pas manqué de soutenir pour se défendre d'une presse critique à Harare. Ce ne seraient pas les problèmes de politique intérieure, ni ses affaires privées et familiales au Congo, ni sa rivalité avec le Président Mandela qui auraient poussé Mugabe à agir. Non, il s'agirait d'une solidarité entre "frères de sang" bantu contre les "agresseurs hamites" du Rwanda et de l'Ouganda. L'idéologie d'un nouvel "apartheid" entre Bantus et Hamites risque de rapidement prendre racine dans la tête des gens et de se développer à son gré. Au Rwanda et au Burundi on peut hélas voir jusqu'à ce jour quelles conséquences dévastatrices des théories racistes (importées à l'époque par les colonialistes) peuvent avoir encore des dizaines d'années plus tard.

### **Chaos ou nouveau commencement: quel avenir?**

Face aux effets complexes de la mondialisation, le rêve d'une Afrique dont les fils et les filles se serreraient les coudes non seulement pour mieux se défendre, mais aussi pour choisir ensemble une destinée adaptée à leurs réalités semble remis en cause. Décidément les tendances divisionnistes pour le contrôle du pouvoir ne sont pas au chômage. Le recours à l'ethnisme a dominé ces dernières années le paysage politique africain en tant qu' instrument de mobilisation politique. Les idées panafricanistes qui semblaient redevenir importantes semblent en retrait. La "nouvelle génération" de leaders africains ne tient jusqu'à présent pas vraiment les promesses implicites faites

en son nom. Il semble évident en regardant notamment l'histoire de l'Europe et les douleurs d'enfantement interminables de ses différents renouveaux que du Congo/Zaire piétiné et humilié par Mobutu ne peut pas émerger immédiatement une société parfaite tel le phénix des cendres. La voie vers l'avant, l'invention de nouveaux ordres et solutions adaptés est difficile. Le virus ethnique, la balkanisation sur base d'une idéologie raciale sont une régression sans précédent et une remise en question du concept même de la nation rendant impossible toute démarche citoyenne d'une solution aux conflits africains.

Ceci pose la question cruciale de la survie collective des minorités. Comment assurer leur sécurité si le politique doit être dominé par les manipulations ethniques ou un biologisme racial? Il est à noter qu'un groupe ou une communauté humaine marquée par la peur de son extermination physique peut recourir aux solutions militaires comme seule garantie de survie et en même temps devenir un facteur de déstabilisation pour toute une région. L'État d'Israël hanté par cette obsession sécuritaire enregistre depuis belle lurette en son sein de plus en plus des voix qui s'élèvent pour dénoncer la militarisation des solutions. La région des Grands Lacs n'est pas à l'abri d'un tel syndrome d'israélisation. Il est évident que la quête d'une sécurité durable dans la région ne peut en aucune façon être garantie par les armes. Il faut absolument chercher les voies et les moyens d'une solution négociée. Bien que le contexte actuel s'y prête moins parce qu'il confond le nationalisme populaire avec le racisme, la démocratie avec la loi de la majorité numérique, la notion d'autochtonie avec le droit inaliénable à l'exclusion. Ceci ne sont pas vraiment des conditions idéales pour une solution négociée durable. Et pourtant celle-ci reste la seule voie possible.

### **Le peuple, quel peuple?**

Et le peuple? Ce terme est devenu une baguette magique brandie par tous les assoiffés de pouvoir. Il est grand temps de poser franchement la question: le peuple a droit à quoi dans ces mutations profondes qui secouent l'Afrique aujourd'hui? Au printemps 94 au Rwanda, le peuple a eu droit à la distribution de machettes et été invité à massacrer les voisins au nom du droit de la majorité numérique à conserver un pouvoir sans partage. A Kinshasa, le peuple vient d'avoir le droit de lyncher et de brûler vif les voisins parce que nés tutsi pour sauver un Président auto-proclamé, porté au pouvoir par ceux-là mêmes qu'il qualifie de "vermine". Même les leaders de la société civile qui se targuent de représenter le peuple et de défendre ses intérêts ne sont pas à l'abri d'une telle manipulation. En septembre 96 à Bukavu, certaines personnalités de la société civile se retrouvaient à la place d'honneur lors d'une marche de soutien à la décision du vice-gouverneur de chasser les banyamulenge du Congo. Le refus de ces derniers déclencha la rébellion que Kabila allait conduire par la suite. Aujourd'hui, d'autres représentants de la société civile justifient la chasse aux tutsi à Kinshasa et leur exécution comme un effet de la "colère du peuple". Pour légitimer un pouvoir ou pour le conserver le terme de peuple est évoqué. Ceci laisse l'impression que tout en vivant sur le dos du peuple nos représentants du peuple se moquent éperdument de lui. Et pourtant, l'avenir ne peut en aucune façon appartenir à l'exclusion d'une des composantes du peuple. Il est important d'initier plutôt une vision ou un programme politique qui permettrait justement à ce peuple aujourd'hui manipulé de se voir lui

même autrement. Le départ de Mobutu et la dynamique régionale qui l'avait effectué offrait une occasion unique d'initier un programme politique de décentralisation qui permettrait à un pays continent comme le Congo d'avoir les provinces dotées de réels pouvoirs politiques et économiques. Une telle décentralisation aurait permis un face à face entre les différentes communautés et une table de négociation autour des intérêts des uns et des autres. Une cohabitation pacifique entre différentes communautés se forgera et se nouera au berceau même où leurs intérêts se croisent. En s'exerçant à cibler ses propres intérêts et à les négocier là où ils croisent ceux des autres, une politique de décentralisation aurait été une vraie initiation du peuple à la culture de négociation, socle de toute démocratie digne du nom. Malheureusement, le gel des positions des belligérants sur le terrain présage plutôt une évolution vers une décentralisation militarisée du Congo Démocratique.

Les mutations profondes que traversent les Grands Lacs charrient ses contingents des souffrances indescriptibles. A pas hésitants, la région est condamnée à avancer vers une société plus ouverte aux différentes imbrications socio-économiques de la richesse de ses divers patrimoines culturels. Il est certain que cette société ne sera pas accouchée sur fond des fléaux du racisme et de l'exclusion de l'autre qui la minent aujourd'hui, l'empêchent d'éclorre et perpétuent plutôt une culture de la mort. Elle verra sa naissance dans l'acceptation du fait que nous sommes complémentaires et que nos intérêts divergents, parfois contradictoires, sont sources de progrès aussi longtemps que les différentes parties en conflit osent les négocier. Il faut du courage, de la sérénité et des visions lucides.

*Aloys Tegera  
Pole Institute  
Septembre 1998*

## **Nations, Nationalités, Ethnies et Identités.... Exclure l'autre ou construire ensemble?**

Au Congo d'aujourd'hui, comme dans le Zaïre d'hier, les termes, "ethnie", "nation", "nationalité", "État" sont utilisés abondamment dans des contextes divers et pour des objectifs variés. Ceux qui détiennent le pouvoir comme ceux qui le briguent ont pour habitude de s'ériger en défenseurs de la "nation" et du "peuple", sans que soit clairement défini de quoi il s'agit et d'où les uns et les autres tirent leur légitimité. Depuis le début des années 1990 et la soi-disant vague de "démocratisation" la "nationalité" de certains habitants du Congo a été mise en doute, avec des conséquences très graves. Le flou "géopolitique" à l'est du pays résulte d'une part des frontières coloniales arbitraires, de la politique de déplacement des populations des colonialistes, de l'autre de la politique d'ingérence et de division de l'ancien dictateur Mobutu. Ce dernier a utilisé à son profit les déplacements massifs de populations de pays voisins vers le Congo et l'utilisation de son pays comme base arrière pour des attaques sur plusieurs pays voisins. En même temps, l'État est pratiquement inexistant au Congo. L'héritage du Mobutisme n'est pas mort avec Mobutu. Depuis l'enclenchement de la deuxième rébellion en août 1998, le Congo est de fait coupé en deux et un éclatement de cet immense pays n'est pas à exclure. La guerre au Congo est devenue une guerre africaine régionale avec de nombreux joueurs aux intérêts divergents. Le pays a d'énormes richesses naturelles et une longue histoire d'exploitation par l'étranger.

Aux quatre coins du pays les populations sont les mêmes de part et d'autre des frontières héritées de la colonisation et en dépit des déclarations nationalistes tonitruantes les loyautés sont souvent partagées entre appartenances clanique, ethnique, sociale et nationale. Toute solution durable doit prendre en considération cette réalité.

Or, les débats autour de cette guerre et autour d'un éventuel processus de paix tournent autour de grands principes: **l'unité de la nation et du territoire** sert de prétexte pour asseoir la légitimité d'un Kabila mis au pouvoir par les forces militaires mêmes qu'il combat et fustige aujourd'hui. **La haine et l'exclusion** d'un groupe de population sont son fer de lance populiste et à la base des sentiments "nationaux" qui se sont exprimés en pogromes.

**La démocratie** est le cheval de bataille d'une rébellion sans vraie légitimité populaire. Dans un article de fond sur la situation des Grands Lacs, la question des frontières, des nations et des ethnies,<sup>1</sup> le chercheur sud-africain Mahmoud Mamdani souligne le fait que la solution ne peut être militaire en dépit du fait que tous les participants à cette

---

<sup>1</sup> Mahmoud Mamdani, A foreign invasion in Congo can't deliver democracy, The Mail & Guardian, Johannesburg, 30/10/98. Cet article est passionnant. Je voudrais pourtant souligner que le "Indirect Rule" don't parle Mamdani n'a été appliqué que dans les anciennes colonies anglaises et que ce qu'il en déduit ne peut s'appliquer au Congo. Le colonialisme belge a laissé d'autres vestiges. Il serait intéressant de se pencher sur les thèses de Mamdani et d'éclaircir les spécificités du colonialisme belge et les conséquences qui en découlent.

En outre, j'ai personnellement pu constater que la situation des autorités "traditionnelles", notamment à l'Est du Congo, est très différente du rôle que leurs pairs jouent encore en Afrique de l'Ouest. Le mobutisme est passé par là et a détruit des capacités, des compétences et surtout de la confiance.

guerre semblent privilégier cette option et préconise l'émergence d'une citoyenneté et l'établissement d'un État de droit.

D'accord, mais comment y arriver?

Mamdani table sur ce qu'il appelle l'opposition non-armée, la société civile. Or, dans la récente histoire du Congo cette société civile s'est avérée dépendante des bailleurs de l'extérieur. Par ailleurs, elle est aussi morcelée et éclatée que le reste de la société reproduisant haines et divisions, souvent opportuniste dans ses rapports avec le pouvoir et surtout souvent bien loin de sa soi-disant "base", des populations, qu'elle est censée représenter.

Ceci ne veut pas dire qu'il faut exclure les différentes forces de la société civile, des ONG et des Églises d'un processus de paix et de négociation. Mais il serait sans doute essentiel de clarifier le rôle de chacun et d'accepter que dans le meilleur des cas les uns et les autres représentent un groupe bien défini avec des intérêts bien précis et souvent en opposition avec ceux du voisin. On verrait alors quels groupes de la population ne sont pas représentés et on pourrait inclure d'autres formes d'organisation populaire inconnues au bataillon des bailleurs de fonds. Sur cette base une société civile digne de ce nom peut émerger.

Ce processus devrait se faire à partir du bas et non pas de Kinshasa ou Goma.

Aujourd'hui la question reste entière:

Comment les populations congolaises peuvent-elles sortir de leur rôle de souffre-douleur et victimes de guerre pour être représentées d'une façon ou d'une autre dans les négociations et décisions à venir?

### **Pourquoi se pencher sur les questions autour de la nation?**

Je voudrais ici m'interroger sur la définition même de la nation et des identités nationales et ethniques en général pour aboutir à une réflexion plus élargie sur la situation dans les Grands Lacs d'aujourd'hui. En effet, il me paraît essentiel de savoir quelle est la base de vie commune des populations de la région et vers quelles relations elles aspirent.

Une série de questions se posent dans ce contexte. Je voudrais les indiquer comme cadre de réflexion pour ce qui suit sans pour autant prétendre trouver des réponses.

Les peuples africains qui ont souffert sous l'esclavage et le colonialisme, qui ont été répartis en États bien souvent créés et délimités selon le bon vouloir des pouvoirs coloniaux, se sont-ils retrouvés autour de rêves nationaux communs?

Les indépendances ont-elles pourvues l'Afrique d'États-Nations?

La constitution de nations est-elle utile ou nécessaire à l'heure de la mondialisation?

Comment valoriser les acquis et les cultures des populations africaines dans le monde d'aujourd'hui?

Comment moderniser sans détruire les éléments positifs des traditions?

Comment s'unir sans écraser les différents éléments?

Comment s'émanciper sans se déstabiliser?

Le Congo d'aujourd'hui constitue-t-il une nation? Le Zaïre d'hier en était-il une? Quels sont les relations entre ces deux?

### **Définitions de la nation**

Le dictionnaire français Robert donne pour le mot "nation" les significations suivantes:  
"1. au sens ancien, groupe d'hommes auxquels on suppose une origine commune (...)  
2. groupe humain généralement assez vaste qui se caractérise par la conscience de son unité (historique, sociale, culturelle) et la volonté de vivre en commun (...)  
3. groupe humain constituant une communauté politique établie sur un territoire défini ou un ensemble de territoires définis et personnifiée par une autorité souveraine."

Le concept de nation a des racines diverses et traverse de multiples changements au long de l'histoire. La nation française par exemple (et donc le concept qui en découle) se base sur le soulèvement d'une partie des populations contre le régime féodal et les acquis de la révolution française. En 1792, les combattants-citoyens qui se battaient contre des aristocrates issus de leur propre pays alliés avec les aristocraties des pays environnants, criaient: "Vive la nation!" pour se donner du courage. Des personnes issues de mon propre pays, le Luxembourg qui à l'époque n'existait pas encore, mais constituait le département des Forêts sous la Révolution Française pouvaient se retrouver dans cette bataille et se sentir portés par ce mouvement. Pourtant, aujourd'hui, tout bon Luxembourgeois serait offusqué d'être considéré comme faisant partie de la "Grande Nation".

La nation allemande, elle, est née de l'unification d'un nombre de petits territoires sous la coupe de la Prusse. Les abominations qui ont été commises par les nazis allemands au nom de la nation font qu'aujourd'hui les Allemands, tout en se sentant liés par leur histoire et leur langue notamment, ne font, à l'exception des minorités d'extrême droite, plus guère mention de la "nation". Jusqu'à ce que le mur de Berlin tombe, il y avait deux États allemands se développant de façon très différente politiquement, socialement et culturellement. Aujourd'hui les Allemands de l'ouest et de l'est réunis désormais dans un seul État ont des problèmes d'ajustement et de "vie de couple". La forte décentralisation de l'Allemagne de l'ouest d'après-guerre contribue également à ce que la région d'origine d'un Allemand est un élément essentiel de son identité tout en lui permettant de se sentir comme partie intégrante de l'État fédéral allemand et aujourd'hui petit à petit de l'Europe unie.

Dans les différents pays, que ce soit en Europe ou en Afrique, un sentiment "national" s'exprime très souvent fortement dans le contexte du sport et de la culture. Ainsi, je me rappelle comment en 1993 lors de la Coupe d'Afrique des Nations, lorsque le Mali jouait contre la Tunisie, j'étais à Bamako, en pleine crise du Nord Mali. Mais lors du match que je suivais avec des amis maliens du Nord, il n'y eut plus de Songhai, de Touaregs, de Peuls, de Bambara, tous vibraient pour le Mali et la fête spontanée dans les rues de Bamako après la victoire du Mali était mémorable. De même, toutes les personnes que je connais du Kivu sont unies dans leur fierté de la musique zaïroise, leur soutien sans faille aux Simba, etc. Est-ce qu'il s'agit de phénomènes éphémères ou ont-ils une signification plus profonde sur laquelle l'avenir peut-être construit?

Dans sa conférence de 1882 sur "Qu'est-ce qu'une nation?"<sup>2</sup>, le Français Ernest Renan a donné une définition de la nation qui peut nous faire avancer dans ces réflexions: "La nation est une âme, un principe spirituel. Deux choses qui, à vrai dire, n'en font qu'une, constituent cette âme, ce principe spirituel.. L'une est dans le passé, l'autre dans le présent. L'une est la possession en commun d'un riche legs de souvenirs; l'autre est le consentement actuel, le désir de vivre ensemble, la volonté de faire valoir

---

<sup>2</sup> Aujourd'hui accessible en format de poche dans l'édition "Mille et une Nuits".

l'héritage que l'on a reçus indivis (...) Une nation est donc une grande solidarité constituée par le sentiment des sacrifices qu'on a faits et de ceux qu'on est disposé à faire encore. Elle suppose un passé; elle se résume pourtant dans le présent par un fait tangible: le consentement, le désir clairement exprimé de continuer la vie commune. L'existence d'une nation est (pardonnez-moi cette métaphore) un plébiscite de tous les jours."

Le peuple congolais a-t-il la volonté et la possibilité de plébisciter au quotidien? Chaque individu a des identités et des loyautés multiples selon le champ dans lequel il se place (famille, clan, ethnie, mais aussi religion, profession, genre, ville, campagne, région, espaces traditionnels et modernes, etc. Où l'appartenance nationale se situe-t-elle dans cette hiérarchie d'identités et de loyautés? Quelle est la place de l'appartenance régionale par rapport à cela? Ce ne sont que les Congolais eux-mêmes qui peuvent répondre à cette question. Ici il s'agit de ne pas confondre l'appartenance à une nation avec l'expression de la haine et de l'exclusion par rapport à d'autres (concitoyens ou étrangers). L'angoisse devant des dominations étrangères réelles ou imaginées manipulée par certains à leurs fins constitue-t-elle une base viable pour une nation? Si elle doit être un concept-porteur, une idée-force, la nation ne se construit-elle pas plutôt d'abord pour quelque chose que contre quelqu'un?

Quel est le legs du mobutisme dans ce contexte? Le concept d'authenticité du tant haï Mobutu a-t-il laissé des traces - négatives ou positives - dans l'imaginaire des populations.

Comme l'Etat zaïrois s'était désintégré les populations avaient rivalisées d'inventivité et de créativité pour survivre. Ces valeurs positives communes partagées par tous les groupes ethniques constituent-elles une base pour une volonté de vivre en commun et de construire un pays?

### **En sortant de la tradition française...**

Quelques éléments de réponses peuvent être trouvés en regardant d'autres définitions de la nation en dehors de la tradition française.

Le chercheur sud-africain Richard Griggs nous donne une toute autre définition de la nation qu'il oppose à la définition de l'État.<sup>3</sup>

"La nation: un peuple se définissant lui-même qui partage une même histoire, souvent une même langue, une culture et un territoire communs. La nation est l'organisation la plus persistante et résistante de peuple-culture-territoire. Il y a entre 7.000 et 10.000 nations dans le monde. (Exemples: Hopi, Miskito, Catalans, Aïnu, Ndebele)

L'État: un territoire construit par la conquête dans lequel une bureaucratie civile et militaire a imposé par la force ou la menace une culture, un type d'idéaux et un type de lois à diverses nations. Les États sont éphémères. Ils naissent et disparaissent par des traits de plumes (par exemple la fin de l'URSS le 25 décembre 1991). En 1992 il y avait 191 États. (Exemples: États-Unis, Soudan, Chine, Espagne, Nicaragua)."

---

<sup>3</sup> "The meaning of 'nation' and 'state' in the fourth world" par Richard Griggs, University of Cape Town, Afrique du Sud, 1992. Voir aussi "Center for World Indigenous Studies".

Il ne fait pas de doute que les nations (selon la définition de Griggs comme celles des autres) doivent organiser et gérer leur vie et la cohabitation avec leurs voisins. Le Congo d'aujourd'hui manque terriblement d'instruments de gestion de la chose publique et tout semblant de "bureaucratie civile et militaire" a été mis en déconfiture par le mobutisme et ses suites. Les éléments et les services d'un "État de droit" font cruellement défaut.

Mais dans cette Afrique en mutation à l'ère de la mondialisation il doit être permis d'aller au-delà des principes définis au 19e siècle dans une Europe sortant d'une période de forts changements. Peut-être faut-il déconstruire pour pouvoir construire, se concentrer en même temps sur les niveaux local, régional et mondial ...

Qu'est-ce qui peut émerger de cette guerre internationalisée? Quelles sont les capacités des populations à influencer le processus tout en affirmant leurs identités? La vraie question aujourd'hui n'est pas celle de "l'unité nationale" ou de la "démocratie" dans l'abstrait. La vraie question est comment aboutir à une cohabitation pacifique et fructueuse des populations participant en tant que citoyens à la gestion de la chose publique dans un environnement permettant le développement économique, social et culturel.

*Christiane Kayser,  
décembre 1998*

## **Hutu et Tutsi : un ethnisme sans ethnies**

Les rapports entre Hutu et Tutsi sont devenus si tendus aujourd'hui dans la région des Grands lacs que beaucoup d'observateurs sont tentés de chercher dans le passé l'explication de cette situation. En fait la critique historique est le plus souvent remplacée par des propagandes qui visent à reconstruire le passé avec les lunettes de l'actualité.

Or les "ethnies" du Rwanda et du Burundi ne sont pas comme les autres. Il est suffisamment connu que Hutu et Tutsi partagent, dans chacun de ces deux pays, une même langue bantou, une même culture et une même histoire. L'histoire du peuplement remonte à plus de 2000 ans, donnant tout son temps à cette intégration. La conjonction de l'élevage et de l'agriculture est attestée dès le début de notre ère. Même si l'élevage des bovins apparaît comme une spécialité tutsi, elle n'est pas exclusive et on ne retrouve pas sur ces montagnes très anciennement peuplées et exploitées la coupure entre pasteurs et agriculteurs souvent décrite sur les plateaux du Kenya ou de Tanzanie.

Si les traditions ont retenu des récits de conquête, il ne s'agit pas d'une mythique "invasion tutsi", mais de la conquête intérieure réalisée dans chaque royaume par des dynasties qui ont imposé et étendu leur influence. Les trois grands royaumes de la région des Grands Lacs au XIXe siècle étaient le Buganda, le Rwanda et le Burundi. Ils avaient chacun leur histoire et leur structure sociale et politique. A l'arrivée des colonisateurs européens, le Buganda était en pleine expansion sur les rives ouest et sud du lac Victoria, le Rwanda également vers l'ouest du lac Kivu. Le Burundi résistait victorieusement aux attaques des Nyamwezi et des Ngoni sur sa frontière orientale et aux incursions des traitants arabo-swahili de Zanzibar implantés sur les rives du lac Tanganyika.

Donc le problème dit ethnique dans cette région d'Afrique n'est pas un problème de frontières. Il n'existait pas de Hutuland et de Tutsiland, contrairement à ce que certains politiciens occidentaux suggèrent aujourd'hui. Il n'existait pas d'empire hima, comme le suggère aussi la même propagande. Chaque dynastie avait sa particularité : tutsi au Rwanda, hima au Nkole, bito (d'origine Iwo) au Bunyoro, définie en voie matrilineaire dans le système clanique au Buganda, ganwa (ni hutu, ni tutsi) au Burundi...

Contrairement à ce qui est souvent expliqué, le rapport ancien entre Hutu et Tutsi ne constituait pas non plus une "question sociale". Ils représentaient certes deux identités ou deux "ordres" de la société, au même titre que les clans, et, sur le plan politique, l'aristocratie du Rwanda et du Burundi était notamment constituée de lignages tutsi. Mais si l'on prend la masse de la population, la situation des Hutu et des Tutsi était analogue. Il y avait des Tutsi et des Hutu aisés, des Tutsi et des Hutu pauvres. Les premiers observateurs européens n'ont littéralement pas vu que plus de 90% des Tutsi étaient des paysans comme les autres. Ils n'ont décrit que la toute petite minorité dirigeante qu'ils avaient rencontrée à la cour des rois.

Le passé précolonial laissait donc un contentieux essentiellement politique. La colonisation l'a transformé en un fossé social marqué par une véritable obsession raciale. Fascinés par l'organisation des royaumes, les administrateurs britanniques, allemands et belges, les missionnaires protestants anglais et les Pères Blancs français, ont presque tous plaqué sur la région un modèle racial déjà élaboré par l'anthropologie de l'époque : les Tutsi, assimilés globalement à l'aristocratie, ont été définis comme des "Hamites", venus d'Éthiopie ou d'Égypte imposer leur "féodalité" ; les Hutu, assimilés à des serfs du Moyen âge, ont été définis comme des "nègres bantous" venus des forêts

du Congo et naturellement inférieurs. Cette vision raciale justifiait la conquête européenne. Elle a été non seulement répétée de manière lancinante dans la littérature coloniale, mais aussi enseignée à la première génération d'élites instruites dans les écoles missionnaires. Toute la civilisation de la région fut attribuée aux Tutsi, la mémoire historique fut réinterprétée et manipulée selon ce schéma racial. Ce dernier a été en outre mis en oeuvre dans le système "d'administration indirecte", puisque au nom de cette inégalité supposée, les Hutu ont été systématiquement écartés des postes de responsabilité au profit des Tutsi, considérés globalement comme des "Européens noirs" "faits pour gouverner". Les premiers "évolués" ont donc été conduits à intérioriser cette vision, avec le cortège de préjugés et de frustrations qu'elle véhiculait.

Ces deux pays ont donc récupéré en 1962 leur indépendance dans un climat social et culturel empoisonné par ce racisme devenu officiel. Avant même le départ de l'administration belge, le Rwanda connaît une "révolution sociale" qui porte au pouvoir une République hutu, Cette révolution devient dès lors dans la région une sorte de modèle, comme l'avait été auparavant la monarchie tutsi. La nouvelle idéologie officielle ne fait qu'inverser la situation, selon un projet qui se veut social et qui est en fait socio-racial. Au lieu d'abolir la discrimination instaurée entre les grandes composantes héritées de l'ancienne société, le régime républicain, sous les présidences de Kayibanda, puis de Habyarimana, renforce cette logique par le fichage généralisé de la population, l'inscription ethnique sur les papiers d'identité et un système de quotas dans les recrutements et pour la scolarisation.

La révolution rwandaise a souvent été comparée par ses promoteurs au 1789 français : mais en France les "ordres" avaient été abolis, alors qu'au Rwanda ils en sortent confortés et légitimés au nom de la démocratie. La notion de majorité ou plus précisément de "peuple majoritaire" (*rubanda nyamwinshi*) est associée avec l'appartenance au groupe hutu, décrit comme seul autochtone et authentiquement rwandais. L'ethnisme à la rwandaise est en fait un racisme qui abuse le monde par son recours à un vocabulaire démocratique (même sous le règne d'un parti unique, le Parmehutu, puis le MRND) et grâce à la bénédiction de l'Église catholique qui a joué un rôle décisif dans la fondation du régime et dans sa promotion au niveau international.

Ce syndrome socio-racial relève au départ essentiellement d'un jeu politique, celui d'une contre-élite hutu légitimement désireuse de s'imposer sur l'élite tutsi favorisée par le colonisateur, avec l'appui inespéré de celui-ci. Mais il est devenu contagieux, il a été

propagé et entretenu dans l'ensemble de la population, non seulement par une propagande active qui joue des passions, des rumeurs et de la crédulité de gens pauvres et peu instruits, mais aussi par le recours systématique à la violence de masse. La prise en otages de l'ensemble des familles tutsi restées au Rwanda après 1959 (comme on le voit lors des tueries de la Noël 1963) et la victimisation incessante du "peuple hutu", décrit comme toujours menacé par le diable tutsi, ont entretenu de gré ou de force le racisme au sein du corps social. Une logique analogue a été activement soutenue par le régime de Kigali au Burundi et dans le Kivu. La série de massacres que connaît la région dans les années 60, 70 et 80 a l'allure répétitive de crises cycliques. Il s'agit plutôt d'un engrenage où les peurs et les haines sont toujours habilement manipulées par des factions extrémistes qui ont fait de l'ethnisme leur fond de commerce, en invoquant la nécessaire "conscience-tisation". Toute la société est piégée par cet engrenage, Hutu et Tutsi. A l'intégrisme hutu du Rwanda, répond dans les années 70 un intégrisme tutsi au Burundi.

Les années 1990 ont vu l'expression paroxystique du processus. Une génération après la "révolution sociale", on aurait pu penser que l'évolution économique, sociale et culturelle concrète aurait peu à peu effacé les clivages d'un autre âge et effectivement beaucoup de gens commençaient à s'en persuader. Les mariages mixtes, les études faites en commun (malgré les discriminations), les associations économiques, la cohabitation sur les collines et l'expérience des mêmes difficultés rapprochaient, plus qu'on ne le dit, les Rwandais et les Burundais de toutes origines dans les années 1980. Mais les logiques de pouvoir ont la mémoire tenace. Les leaders, tant dirigeants qu'opposants, restaient toujours prêts à mobiliser les populations sur la ligne de race. Il suffisait de rappeler le passé et de faire craindre un avenir semblable, en termes de revanche. L'analyse de la vie politique au Rwanda et au Burundi entre 1987 et 1993 montre clairement ce phénomène, qui relève davantage d'un tribalisme politique que d'un ethnisme intrinsèquement social. Plus le pouvoir de Habyarimana par exemple était contesté, plus il était tenté de jouer la carte de la mobilisation hutu. Cette carte tente aussi rapidement une partie de l'opposition, celle qui va créer la tendance *Hutu power*. Du côté tutsi, au Rwanda et davantage au Burundi, on peut relever un jeu analogue de mobilisation sécuritaire. Mais, à vrai dire, il est difficile d'en rester à des considérations balancées : ce serait oublier la capacité de bonne conscience spécifique que véhicule le concept de "majorité", récupéré de cette façon. A l'étranger il a convaincu aussi bien l'Internationale démocrate chrétienne que le président Mitterrand. La violence majoritaire est perçue comme naturelle (une "colère") ou à tout

le moins comme légitime (une "résistance" au "féodalisme"). Les éléments du génocide et de sa négation étaient réunis.

Aujourd'hui, après le génocide de 1994 au Rwanda, après les tueries analogues qu'a connues le Burundi en octobre 1993, après les tueries de 1993 et de 1996 dans l'ancien Zaïre (où la xénophobie antirwandaise est de plus en plus remplacée par un racisme antitutsi), on peut se demander sérieusement si cette logique ethniste n'a pas réussi, si le racisme intérieur ainsi cultivé au nom de projets politiques n'a pas créé des ethnies hutu et tutsi, là où il y avait les anciens peuples-nations des Banyarwanda et des Barundi. De nombreux auteurs, locaux ou étrangers, répètent que ces violences extrêmes ont rendu incontournable ce clivage ethnique. Dans ce cas il faudrait aussi écrire que Auschwitz a "prouvé" l'existence des races aryenne et juive. Il est plus exact de constater que le génocide a prouvé la nature profondément raciste de l'ethnisme très particulier cultivé depuis un siècle dans la région des Grands Lacs.

Mais le défi de l'ethnisme est bel et bien présent et mérite autant de réflexion intellectuelle que d'effort moral pour être surmonté. Il est présent partout en Afrique, l'actualité le montre bien. Le repli sur les communautarismes du sol et du sang, sur des sortes de sous-nations locales, sur des unanimismes supposés, représente une sorte de réponse aux incertitudes et aux contraintes de la mondialisation, économique et politique. Faute d'une société civile réellement consistante et diversifiée et d'une culture démocratique digne de ce nom, le pluralisme politique s'enlise souvent dans l'impasse des coalitions ethniques, des majorités ou des oppositions prédéterminées. Mais au moins les références ethniques peuvent-elles avoir gardé une valeur culturelle, une signification et une chaleur humaine, un vécu historique à même d'inspirer des conduites positives. Dans le cas des Hutu et des Tutsi, où sont les valeurs "ethniques" spécifiques, autres que des souvenirs de mort ou que la soif de vengeance ? Qui aura l'audace de bricoler une pseudo-fête folklorique hutu ou tutsi qui ne soit pas avant tout rwandaise ou burundaise ? Où sont les valeurs "pastorales" ou les traditions "agricoles" chez les bandes de jeunes, que ce soit en ville ou autour des communes et des paroisses, qui se sont mobilisées pour des partis politiques ? Si la notion d'ethnie a un sens, ce ne sont certes pas les étiquettes tutsi et hutu qui peuvent l'illustrer de manière pertinente.

Des observateurs ou des militants essaient pourtant d'expliquer "la rationalité du génocide" ou sa "logique politique", en termes de mobilisation ou de dénonciation ethnique, toute une population étant définie par la naissance en termes de "complice"

d'un camp (FPR, MDR, Uprona, Frodebu, etc.). Qui ne voit la logique raciste qui sous-tend ce genre de raisonnement ? Il ne suffit pas d'identifier des forces en présence, encore faut-il analyser le contenu de leur projet. L'ethnisme dans ce cas n'est pas indifférent, il n'est pas le simple reflet d'une appartenance, il représente une option.

L'autre vocabulaire souvent repris, selon la vogue postmoderne, est celui de "perception" ou de "représentation". Des politistes comme René Lemarchand ou Filip Reyntjens et certains journalistes français réputés experts en africanisme recourent volontiers à ce discours qui permet de rester scientifiquement correct, en reconnaissant l'absence de véritables ethnies dans le passé, tout en persistant à cautionner la logique de l'antagonisme prioritaire entre majorité hutu et minorité tutsi. Le processus historique des quarante dernières années ayant en effet, à coup de propagandes et surtout de massacres, conscientisé les deux groupes, de gré ou de force, il faudrait se résigner à enregistrer que cet étiquetage joue maintenant un rôle social et politique "structurant". Une question est alors évitée : cette "structuration" est-elle neutre ou pathologique ? Ne rend-elle pas tragiquement malheureux de très nombreux habitants de cette région du monde, invités à jouer la carte de la haine ? Quand le parti nazi a structuré de la sorte "les vrais Allemands" contre les Juifs ou quand Monsieur Le Pen s'efforce de "structurer" les Français de souche contre les étrangers, faut-il se contenter du constat ? Or de la même manière, au Burundi, au Rwanda, au Congo et ailleurs, quand l'antagonisme hutu-tutsi est légitimé, on n'est pas en présence d'une banale confrontation d'ethnies, on est confronté à un ethnisme militant qui est en fait un racisme africain bien moderne.

*Jean-Pierre Chrétien*  
*historien*  
*directeur de recherche au CNRS*  
*Centre de recherches africaines (Paris 1)*

auteur de *Rwanda, les médias du génocide* (en collaboration), Paris, Karthala, 1995 ;  
et du *Défi de l'ethnisme. Burundi et Rwanda, 1990-1996*, Paris, Karthala, 1997.